



CANADA

CONSOLIDATION

CODIFICATION

Economic Action Plan 2013 Act, No. 2

Loi n^o 2 sur le plan d'action économique de 2013

S.C. 2013, c. 40

L.C. 2013, ch. 40

Current to April 1, 2024

À jour au 1 avril 2024

Last amended on January 1, 2024

Dernière modification le 1 janvier 2024

OFFICIAL STATUS OF CONSOLIDATIONS

Subsections 31(1) and (2) of the *Legislation Revision and Consolidation Act*, in force on June 1, 2009, provide as follows:

Published consolidation is evidence

31 (1) Every copy of a consolidated statute or consolidated regulation published by the Minister under this Act in either print or electronic form is evidence of that statute or regulation and of its contents and every copy purporting to be published by the Minister is deemed to be so published, unless the contrary is shown.

Inconsistencies in Acts

(2) In the event of an inconsistency between a consolidated statute published by the Minister under this Act and the original statute or a subsequent amendment as certified by the Clerk of the Parliaments under the *Publication of Statutes Act*, the original statute or amendment prevails to the extent of the inconsistency.

LAYOUT

The notes that appeared in the left or right margins are now in boldface text directly above the provisions to which they relate. They form no part of the enactment, but are inserted for convenience of reference only.

NOTE

This consolidation is current to April 1, 2024. The last amendments came into force on January 1, 2024. Any amendments that were not in force as of April 1, 2024 are set out at the end of this document under the heading “Amendments Not in Force”.

CARACTÈRE OFFICIEL DES CODIFICATIONS

Les paragraphes 31(1) et (2) de la *Loi sur la révision et la codification des textes législatifs*, en vigueur le 1^{er} juin 2009, prévoient ce qui suit :

Codifications comme élément de preuve

31 (1) Tout exemplaire d'une loi codifiée ou d'un règlement codifié, publié par le ministre en vertu de la présente loi sur support papier ou sur support électronique, fait foi de cette loi ou de ce règlement et de son contenu. Tout exemplaire donné comme publié par le ministre est réputé avoir été ainsi publié, sauf preuve contraire.

Incompatibilité – lois

(2) Les dispositions de la loi d'origine avec ses modifications subséquentes par le greffier des Parlements en vertu de la *Loi sur la publication des lois* l'emportent sur les dispositions incompatibles de la loi codifiée publiée par le ministre en vertu de la présente loi.

MISE EN PAGE

Les notes apparaissant auparavant dans les marges de droite ou de gauche se retrouvent maintenant en caractères gras juste au-dessus de la disposition à laquelle elles se rattachent. Elles ne font pas partie du texte, n'y figurant qu'à titre de repère ou d'information.

NOTE

Cette codification est à jour au 1 avril 2024. Les dernières modifications sont entrées en vigueur le 1 janvier 2024. Toutes modifications qui n'étaient pas en vigueur au 1 avril 2024 sont énoncées à la fin de ce document sous le titre « Modifications non en vigueur ».

TABLE OF PROVISIONS

A second act to implement certain provisions of the budget tabled in Parliament on March 21, 2013 and other measures

	Short Title
1	Short title
	PART 1
	Measures Relating to Income Tax
	Income Tax Act
	Keeping Canada's Economy and Jobs Growing Act
	Income Tax Regulations
	Coordinating Amendment
	PART 2
	Excise Tax Act
	PART 3
	Various Measures
	DIVISION 1
	Employment Insurance
	Employment Insurance Act
	Canada Employment Insurance Financing Board Act
	Consequential Amendments
	Canada Not-for-profit Corporations Act
	Jobs, Growth and Long-term Prosperity Act
	Jobs and Growth Act, 2012
	Employment Insurance (Fishing) Regulations
	Coming into Force
158	April 1, 2016

TABLE ANALYTIQUE

Loi n° 2 portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 21 mars 2013 et mettant en œuvre d'autres mesures

	Titre abrégé
1	Titre abrégé
	PARTIE 1
	Mesures relatives à l'impôt sur le revenu
	Loi de l'impôt sur le revenu
	Loi sur le soutien de la croissance de l'économie et de l'emploi au Canada
	Règlement de l'impôt sur le revenu
	Disposition de coordination
	PARTIE 2
	Loi sur la taxe d'accise
	PARTIE 3
	Diverses mesures
	SECTION 1
	Assurance-emploi
	Loi sur l'assurance-emploi
	Loi sur l'Office de financement de l'assurance-emploi du Canada
	Modifications corrélatives
	Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif
	Loi sur l'emploi, la croissance et la prospérité durable
	Loi de 2012 sur l'emploi et la croissance
	Règlement sur l'assurance-emploi (pêche)
	Entrée en vigueur
158	1 ^{er} avril 2016

DIVISION 2

Financial Institutions (Conflicts of Interest)
Office of the Superintendent of Financial
Institutions Act
Trust and Loan Companies Act
Bank Act
Insurance Companies Act
Financial Consumer Agency of Canada Act

DIVISION 3

Financial Institutions (Investments)
Trust and Loan Companies Act
Bank Act
Insurance Companies Act
Cooperative Credit Associations Act

DIVISION 4

Passports
Criminal Code
Amendment to the Department of Foreign
Affairs, Trade and Development Act

DIVISION 5

Canada Labour Code
Amendments to the Act
Transitional Provisions
Consequential Amendments
National Energy Board Act
Hazardous Materials Information Review Act
Non-smokers' Health Act
Coming into Force

*203 Order in council

DIVISION 6

Changes to the Canadian Ministry

Department of Human Resources and Skills
Development Act

Salaries Act
Transitional Provisions

SECTION 2

Institutions financières (conflits d'intérêts)
Loi sur le Bureau du surintendant des
institutions financières
Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt
Loi sur les banques
Loi sur les sociétés d'assurances
Loi sur l'Agence de la consommation en
matière financière du Canada

SECTION 3

Institutions financières (investissements)
Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt
Loi sur les banques
Loi sur les sociétés d'assurances
Loi sur les associations coopératives de
crédit

SECTION 4

Passeports
Code criminel
Loi sur le ministère des Affaires étrangères,
du Commerce et du Développement

SECTION 5

Code canadien du travail
Modification de la loi
Dispositions transitoires
Modifications corrélatives
Loi sur l'Office national de l'énergie
Loi sur le contrôle des renseignements relatifs aux
matières dangereuses
Loi sur la santé des non-fumeurs
Entrée en vigueur

*203 Décret

SECTION 6

Modifications au Conseil des ministres du
Canada
Loi sur le ministère des Ressources
humaines et du Développement des
compétences
Loi sur les traitements
Dispositions transitoires

Consequential Amendments

Access to Information Act
Financial Administration Act
Privacy Act
Family Orders and Agreements Enforcement Assistance Act
Income Tax Act
Public Sector Compensation Act
Canada Student Financial Assistance Act
Immigration and Refugee Protection Act

Terminology

DIVISION 7

Dominion Coal Blocks

239	Definitions
240	Designation of Minister
241	Dominion Coal Blocks
242	Powers of Minister
243	Application of provincial law
244	Her Majesty's obligations are terminated
245	No liability
246	No compensation
247	Application of money from disposition
248	Federal Real Property and Federal Immovables Act

DIVISION 8

Reorganization of Certain Crown Corporations (Bridges)

Interpretation

249	Definition of amalgamated corporation
	Amalgamation
250	Continuance under Canada Business Corporations Act

250.1	Continuance
251	Articles
252	Amalgamation authorized
253	Amalgamated corporation an agent
254	Contracts
255	Borrowing authorized
256	Charges
257	Auditor

Modifications corrélatives

Loi sur l'accès à l'information
Loi sur la gestion des finances publiques
Loi sur la protection des renseignements personnels
Loi d'aide à l'exécution des ordonnances et des ententes familiales
Loi de l'impôt sur le revenu
Loi sur la rémunération du secteur public
Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants
Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés

Modifications terminologiques

SECTION 7

Réserve fédérale de charbon

239	Définitions
240	Désignation du ministre
241	Réserve fédérale de charbon
242	Pouvoirs du ministre
243	Application du droit provincial
244	Extinction de toute obligation de Sa Majesté
245	Immunité
246	Absence d'indemnité
247	Fonds provenant d'une disposition
248	Loi sur les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux

SECTION 8

Réorganisation de certaines sociétés d'État — ponts

Définition

249	Définition de société issue de la fusion
	Fusion
250	Prorogation en vertu de la Loi canadienne sur les sociétés par actions
250.1	Prorogation
251	Statuts
252	Autorisation : fusion
253	Qualité de mandataire de Sa Majesté
254	Contrats
255	Emprunt
256	Droits
257	Vérificateur

258	No compensation	258	Absence de droit à réclamation
259	Financial Administration Act	259	Loi sur la gestion des finances publiques
260	Payments in Lieu of Taxes Act	260	Loi sur les paiements versés en remplacement d'impôts
	Consequential Amendments		Modifications corrélatives
	Financial Administration Act		Loi sur la gestion des finances publiques
	Canada Marine Act		Loi maritime du Canada
	International Bridges and Tunnels Act		Loi sur les ponts et tunnels internationaux
	Repeals		Abrogations
	Coming into Force		Entrée en vigueur
*269	Order in council	*269	Décret
	DIVISION 9		SECTION 9
	Financial Administration Act		Loi sur la gestion des finances publiques
	DIVISION 10		SECTION 10
	National Research Council Act		Loi sur le Conseil national de recherches
	DIVISION 11		SECTION 11
	Veterans Review and Appeal Board Act		Loi sur le Tribunal des anciens combattants (révision et appel)
	DIVISION 12		SECTION 12
	Canada Pension Plan Investment Board Act		Loi sur l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada
	Amendments to the Act		Modification de la loi
	Coming into Force		Entrée en vigueur
*278	Order in council	*278	Décret
	DIVISION 13		SECTION 13
	Proceeds of Crime (Money Laundering) and Terrorist Financing Act		Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes
	Amendments to the Act		Modification de la loi
	Coordinating Amendments		Dispositions de coordination
	DIVISION 14		SECTION 14
	Mackenzie Gas Project Impacts Fund Act		Loi sur le Fonds relatif aux répercussions du projet gazier Mackenzie
	Enactment of Act		Édiction de la loi
282	Enactment	282	Édiction
	Consequential Amendments		Modifications corrélatives
	Access to Information Act		Loi sur l'accès à l'information
	Financial Administration Act		Loi sur la gestion des finances publiques
	Privacy Act		Loi sur la protection des renseignements personnels
	Budget Implementation Act, 2006		Loi d'exécution du budget de 2006

Repeal	Abrogation
DIVISION 15	SECTION 15
Conflict of Interest Act	Loi sur les conflits d'intérêts
DIVISION 16	SECTION 16
Immigration and Refugee Protection Act	Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés
Amendments to the Act	Modification de la loi
Coming into Force	Entrée en vigueur
*293 Order in council	*293 Décret
DIVISION 17	SECTION 17
Public Service Labour Relations	Relations de travail dans la fonction publique
Public Service Labour Relations Act	Loi sur les relations de travail dans la fonction publique
Amendments to the Act	Modification de la loi
Transitional Provisions	Dispositions transitoires
Public Sector Equitable Compensation Act	Loi sur l'équité dans la rémunération du secteur public
Coordinating Amendments	Dispositions de coordination
Coming into Force	Entrée en vigueur
364 Subsections 307(2) and 316(2)	364 Paragraphes 307(2) et 316(2)
DIVISION 18	SECTION 18
Reorganization of Federal Public Service Labour Relations and Employment Boards	Réorganisation de tribunaux fédéraux en matière de relations de travail et d'emploi dans la fonction publique
Public Service Labour Relations and Employment Board Act	Loi sur la Commission des relations de travail et de l'emploi dans la fonction publique
365 Enactment of Act	365 Édiction de la loi
Public Service Labour Relations Act	Loi sur les relations de travail dans la fonction publique
Amendments to the Act	Modification de la loi
Transitional Provisions	Dispositions transitoires
Public Service Employment Act	Loi sur l'emploi dans la fonction publique
Amendments to the Act	Modification de la loi
Transitional Provisions	Dispositions transitoires
Parliamentary Employment and Staff Relations Act	Loi sur les relations de travail au Parlement
Amendments to the Act	Modification de la loi
Transitional Provision	Disposition transitoire
Federal Courts Act	Loi sur les Cours fédérales
Amendment to the Act	Modification de la loi

Transitional Provision	Disposition transitoire
Public Sector Equitable Compensation Act	Loi sur l'équité dans la rémunération du secteur public
Amendment to the Act	Modification de la loi
Transitional Provision	Disposition transitoire
Consequential Amendments	Modifications corrélatives
Access to Information Act	Loi sur l'accès à l'information
Canada Evidence Act	Loi sur la preuve au Canada
Canadian Security Intelligence Service Act	Loi sur le Service canadien du renseignement de sécurité
Financial Administration Act	Loi sur la gestion des finances publiques
Privacy Act	Loi sur la protection des renseignements personnels
Public Service Superannuation Act	Loi sur la pension de la fonction publique
Public Sector Compensation Act	Loi sur la rémunération du secteur public
Status of the Artist Act	Loi sur le statut de l'artiste
Coordinating Amendments	Dispositions de coordination
Coming into Force	Entrée en vigueur
*470 Order in council	*470 Décret
DIVISION 19	SECTION 19
Supreme Court Act	Loi sur la Cour suprême
SCHEDULE	ANNEXE



S.C. 2013, c. 40

L.C. 2013, ch. 40

A second act to implement certain provisions of the budget tabled in Parliament on March 21, 2013 and other measures

Loi n°2 portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 21 mars 2013 et mettant en œuvre d'autres mesures

[Assented to 12th December 2013]

[Sanctionnée le 12 décembre 2013]

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

Short Title

Short title

1 This Act may be cited as the *Economic Action Plan 2013 Act, No. 2*.

Titre abrégé

Titre abrégé

1 *Loi n° 2 sur le plan d'action économique de 2013.*

PART 1

Measures Relating to Income Tax

Income Tax Act

- 2** [Amendment]
- 3** [Amendment]
- 4** [Amendments]
- 5** [Amendment]
- 6** [Amendments]
- 7** [Amendment]
- 8** [Amendments]
- 9** [Amendment]

PARTIE 1

Mesures relatives à l'impôt sur le revenu

Loi de l'impôt sur le revenu

- 2** [Modification]
- 3** [Modification]
- 4** [Modifications]
- 5** [Modification]
- 6** [Modifications]
- 7** [Modification]
- 8** [Modifications]
- 9** [Modification]

10 [Amendment]	10 [Modification]
11 [Amendments]	11 [Modifications]
12 [Amendment]	12 [Modification]
13 [Amendment]	13 [Modification]
14 [Amendments]	14 [Modifications]
15 [Amendment]	15 [Modification]
16 [Amendments]	16 [Modifications]
17 [Amendment]	17 [Modification]
18 [Amendments]	18 [Modifications]
19 [Amendments]	19 [Modifications]
20 [Amendment]	20 [Modification]
21 [Amendment]	21 [Modification]
22 [Amendments]	22 [Modifications]
23 [Amendments]	23 [Modifications]
24 [Amendments]	24 [Modifications]
25 [Amendments]	25 [Modifications]
26 [Amendment]	26 [Modification]
27 [Amendment]	27 [Modification]
28 [Amendment]	28 [Modification]
29 [Amendment]	29 [Modification]
30 [Amendments]	30 [Modifications]
31 [Amendments]	31 [Modifications]
32 [Amendment]	32 [Modification]
33 [Amendment]	33 [Modification]
34 [Amendment]	34 [Modification]
35 [Amendments]	35 [Modifications]
36 [Amendments]	36 [Modifications]
37 [Amendment]	37 [Modification]
38 [Amendment]	38 [Modification]
39 [Amendments]	39 [Modifications]

40 [Amendments]
41 [Amendment]
42 [Amendments]
43 [Amendment]
44 [Amendment]
45 [Amendment]
46 [Amendments]
47 [Amendments]
48 [Amendment]
49 [Amendment]
50 [Amendment]
51 [Amendments]
52 [Amendment]
53 [Amendment]
54 [Amendment]
55 [Amendment]
56 [Amendment]
57 [Amendments]
58 [Amendment]
59 (1) [Repealed, 2016, c. 7. s. 61]
(2) and (3) [Amendments]
(4) [Repealed, 2016, c. 7. s. 61]
(5) [Amendment]
(6) and (7) [Repealed, 2016, c. 7. s. 61]
(8) to (10) [Amendments]
60 [Amendments]
61 [Amendment]
62 [Amendment]
63 [Amendment]
64 [Amendment]

40 [Modifications]
41 [Modification]
42 [Modifications]
43 [Modification]
44 [Modification]
45 [Modification]
46 [Modifications]
47 [Modifications]
48 [Modification]
49 [Modification]
50 [Modification]
51 [Modifications]
52 [Modification]
53 [Modification]
54 [Modification]
55 [Modification]
56 [Modification]
57 [Modifications]
58 [Modification]
59 (1) [Abrogé, 2016, ch. 7. art. 61]
(2) et (3) [Modifications]
(4) [Abrogé, 2016, ch. 7. art. 61]
(5) [Modification]
(6) et (7) [Abrogés, 2016, ch. 7. art. 61]
(8) à (10) [Modifications]
60 [Modifications]
61 [Modification]
62 [Modification]
63 [Modification]
64 [Modification]

65 [Amendment]	65 [Modification]
66 [Amendment]	66 [Modification]
67 [Amendments]	67 [Modifications]
68 [Amendment]	68 [Modification]
69 [Amendments]	69 [Modifications]
70 [Amendment]	70 [Modification]
71 [Amendment]	71 [Modification]
72 [Amendment]	72 [Modification]
73 [Amendment]	73 [Modification]
74 [Amendments]	74 [Modifications]
75 [Amendments]	75 [Modifications]
76 [Amendment]	76 [Modification]
77 [Amendments]	77 [Modifications]
78 [Amendment]	78 [Modification]
79 [Amendment]	79 [Modification]
80 [Amendment]	80 [Modification]
81 [Amendment]	81 [Modification]
82 [Amendments]	82 [Modifications]
83 [Amendment]	83 [Modification]
84 [Amendments]	84 [Modifications]
85 [Amendments]	85 [Modifications]
86 [Amendment]	86 [Modification]
87 [Amendments]	87 [Modifications]
88 [Amendment]	88 [Modification]
89 [Amendments]	89 [Modifications]
90 [Amendment]	90 [Modification]
91 [Amendments]	91 [Modifications]
92 [Amendment]	92 [Modification]
93 [Amendments]	93 [Modifications]
94 [Amendment]	94 [Modification]

Keeping Canada's Economy and Jobs Growing Act

95 [Amendment]

Income Tax Regulations

96 [Amendment]

97 [Amendment]

98 [Amendment]

99 [Amendment]

100 [Amendments]

101 [Amendment]

102 [Amendments]

103 [Amendments]

104 [Amendment]

105 [Amendment]

106 [Amendments]

107 [Amendment]

108 [Amendment]

109 [Amendment]

110 [Amendment]

111 [Amendment]

112 [Amendment]

113 [Amendment]

114 [Amendment]

115 [Amendment]

116 [Amendment]

117 [Amendment]

118 [Amendment]

119 [Amendments]

Loi sur le soutien de la croissance de l'économie et de l'emploi au Canada

95 [Modification]

Règlement de l'impôt sur le revenu

96 [Modification]

97 [Modification]

98 [Modification]

99 [Modification]

100 [Modifications]

101 [Modification]

102 [Modifications]

103 [Modifications]

104 [Modification]

105 [Modification]

106 [Modifications]

107 [Modification]

108 [Modification]

109 [Modification]

110 [Modification]

111 [Modification]

112 [Modification]

113 [Modification]

114 [Modification]

115 [Modification]

116 [Modification]

117 [Modification]

118 [Modification]

119 [Modifications]

Coordinating Amendment

120 [Amendment]

PART 2

Excise Tax Act

121 [Amendment]

122 [Amendment]

123 [Amendment]

124 [Amendment]

PART 3

Various Measures

DIVISION 1

Employment Insurance

Employment Insurance Act

125 [Amendments]

126 [Amendments]

127 [Amendments]

128 [Amendments]

129 [Amendment]

130 [Amendment]

131 [Amendment]

132 [Amendment]

133 [Amendment]

134 [Amendment]

135 [Amendments]

136 [Amendment]

Disposition de coordination

120 [Modification]

PARTIE 2

Loi sur la taxe d'accise

121 [Modification]

122 [Modification]

123 [Modification]

124 [Modification]

PARTIE 3

Diverses mesures

SECTION 1

Assurance-emploi

Loi sur l'assurance-emploi

125 [Modifications]

126 [Modifications]

127 [Modifications]

128 [Modifications]

129 [Modification]

130 [Modification]

131 [Modification]

132 [Modification]

133 [Modification]

134 [Modification]

135 [Modifications]

136 [Modification]

Canada Employment Insurance Financing Board Act

137 [Repeal]

Consequential Amendments

Canada Not-for-profit Corporations Act

138 [Amendment]

Jobs, Growth and Long-term Prosperity Act

139 [Amendments]

140 [Amendment]

141 [Amendment]

142 [Amendment]

Jobs and Growth Act, 2012

143 [Amendments]

144 [Amendment]

145 [Amendments]

146 [Amendments]

147 [Amendments]

148 [Amendment]

149 [Amendment]

150 [Amendments]

151 [Amendment]

152 [Amendment]

153 [Amendment]

154 [Amendment]

155 [Amendment]

156 [Amendment]

Employment Insurance (Fishing) Regulations

157 [Amendment]

Loi sur l'Office de financement de l'assurance-emploi du Canada

137 [Abrogation]

Modifications corrélatives

Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif

138 [Modification]

Loi sur l'emploi, la croissance et la prospérité durable

139 [Modifications]

140 [Modification]

141 [Modification]

142 [Modification]

Loi de 2012 sur l'emploi et la croissance

143 [Modifications]

144 [Modification]

145 [Modifications]

146 [Modifications]

147 [Modifications]

148 [Modification]

149 [Modification]

150 [Modifications]

151 [Modification]

152 [Modification]

153 [Modification]

154 [Modification]

155 [Modification]

156 [Modification]

Règlement sur l'assurance-emploi (pêche)

157 [Modification]

Coming into Force

April 1, 2016

158 (1) Subsections 126(1), (4), (5), (7), (8) and (10), 127(3) and 128(3) and sections 131 and 136 come into force on April 1, 2016.

January 1, 2017

(2) Subsection 126(3) comes into force on January 1, 2017.

January 1, 2018

(3) Subsection 126(9) comes into force on January 1, 2018.

April 7, 2013

(4) Section 157 is deemed to have come into force on April 7, 2013.

DIVISION 2

Financial Institutions (Conflicts of Interest)

Office of the Superintendent of Financial Institutions Act

159 [Amendment]

Trust and Loan Companies Act

160 [Amendment]

Bank Act

161 [Amendment]

162 [Amendment]

163 [Amendment]

Insurance Companies Act

164 [Amendments]

165 [Amendment]

Entrée en vigueur

1^{er} avril 2016

158 (1) Les paragraphes 126(1), (4), (5), (7), (8) et (10), 127(3) et 128(3) et les articles 131 et 136 entrent en vigueur le 1^{er} avril 2016.

1^{er} janvier 2017

(2) Le paragraphe 126(3) entre en vigueur le 1^{er} janvier 2017.

1^{er} janvier 2018

(3) Le paragraphe 126(9) entre en vigueur le 1^{er} janvier 2018.

7 avril 2013

(4) L'article 157 est réputé être entré en vigueur le 7 avril 2013.

SECTION 2

Institutions financières (conflits d'intérêts)

Loi sur le Bureau du surintendant des institutions financières

159 [Modification]

Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt

160 [Modification]

Loi sur les banques

161 [Modification]

162 [Modification]

163 [Modification]

Loi sur les sociétés d'assurances

164 [Modifications]

165 [Modification]

Financial Consumer Agency of Canada Act

166 [Amendment]

DIVISION 3

Financial Institutions (Investments)

Trust and Loan Companies Act

167 [Amendment]

Bank Act

168 [Amendment]

169 [Amendment]

Insurance Companies Act

170 [Amendment]

171 [Amendment]

172 [Amendment]

Cooperative Credit Associations Act

173 [Amendment]

DIVISION 4

Passports

Criminal Code

174 [Amendment]

Amendment to the Department of Foreign Affairs, Trade and Development Act

175 [Amendment]

Loi sur l'Agence de la consommation en matière financière du Canada

166 [Modification]

SECTION 3

Institutions financières (investissements)

Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt

167 [Modification]

Loi sur les banques

168 [Modification]

169 [Modification]

Loi sur les sociétés d'assurances

170 [Modification]

171 [Modification]

172 [Modification]

Loi sur les associations coopératives de crédit

173 [Modification]

SECTION 4

Passeports

Code criminel

174 [Modification]

Loi sur le ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement

175 [Modification]

DIVISION 5

Canada Labour Code

Amendments to the Act

176 [Amendments]

177 [Amendments]

178 [Amendment]

179 [Amendment]

180 [Amendments]

181 [Amendments]

182 [Amendments]

183 [Amendment]

184 [Amendment]

185 [Amendments]

186 [Amendments]

187 [Amendments]

188 [Amendment]

189 [Amendment]

190 [Amendment]

191 [Amendments]

192 [Amendments]

193 [Amendment]

194 [Amendments]

195 [Amendments]

196 [Amendment]

197 [Amendment]

198 [Amendment]

Transitional Provisions

199 [Transitional Provisions]

SECTION 5

Code canadien du travail

Modification de la loi

176 [Modifications]

177 [Modifications]

178 [Modification]

179 [Modification]

180 [Modifications]

181 [Modifications]

182 [Modifications]

183 [Modification]

184 [Modification]

185 [Modifications]

186 [Modifications]

187 [Modifications]

188 [Modification]

189 [Modification]

190 [Modification]

191 [Modifications]

192 [Modifications]

193 [Modification]

194 [Modifications]

195 [Modifications]

196 [Modification]

197 [Modification]

198 [Modification]

Dispositions transitoires

199 [Dispositions transitoires]

Consequential Amendments

National Energy Board Act

200 [Amendment]

Hazardous Materials Information Review Act

201 [Amendment]

Non-smokers' Health Act

202 [Amendment]

Coming into Force

Order in council

203 The provisions of this Division come into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.

* [Note: Division 5 in force October 31, 2014, see SI/2014-52.]

DIVISION 6

Changes to the Canadian Ministry

Department of Human Resources
and Skills Development Act

204 [Amendment]

205 [Amendment]

206 [Amendment]

207 [Amendment]

208 [Amendment]

209 [Amendment]

210 [Amendment]

211 [Amendment]

212 [Amendment]

213 [Amendments]

Modifications corrélatives

Loi sur l'Office national de l'énergie

200 [Modification]

Loi sur le contrôle des renseignements relatifs aux
matières dangereuses

201 [Modification]

Loi sur la santé des non-fumeurs

202 [Modification]

Entrée en vigueur

Décret

203 Les dispositions de la présente section entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret.

* [Note: Section 5 en vigueur le 31 octobre 2014, voir TR/2014-52.]

SECTION 6

Modifications au Conseil des ministres du Canada

Loi sur le ministère des Ressources
humaines et du Développement des
compétences

204 [Modification]

205 [Modification]

206 [Modification]

207 [Modification]

208 [Modification]

209 [Modification]

210 [Modification]

211 [Modification]

212 [Modification]

213 [Modifications]

214 [Amendments]

Salaries Act

215 [Amendment]

216 [Amendment]

Transitional Provisions

217 [Transitional Provision]

218 [Transitional Provision]

219 [Transitional Provision]

220 [Transitional Provision]

Consequential Amendments

Access to Information Act

221 [Amendment]

222 [Amendment]

Financial Administration Act

223 [Amendment]

224 [Amendment]

225 [Amendment]

226 [Amendment]

Privacy Act

227 [Amendment]

228 [Amendment]

Family Orders and Agreements Enforcement Assistance Act

229 [Amendment]

230 [Amendment]

Income Tax Act

231 [Amendment]

Public Sector Compensation Act

232 [Amendment]

214 [Modifications]

Loi sur les traitements

215 [Modification]

216 [Modification]

Dispositions transitoires

217 [Disposition transitoire]

218 [Disposition transitoire]

219 [Disposition transitoire]

220 [Disposition transitoire]

Modifications corrélatives

Loi sur l'accès à l'information

221 [Modification]

222 [Modification]

Loi sur la gestion des finances publiques

223 [Modification]

224 [Modification]

225 [Modification]

226 [Modification]

Loi sur la protection des renseignements personnels

227 [Modification]

228 [Modification]

Loi d'aide à l'exécution des ordonnances et des ententes familiales

229 [Modification]

230 [Modification]

Loi de l'impôt sur le revenu

231 [Modification]

Loi sur la rémunération du secteur public

232 [Modification]

233 [Amendment]

Canada Student Financial Assistance Act

234 [Amendment]

Immigration and Refugee Protection Act

235 [Amendment]

Terminology

236 [Amendments]

237 [Amendments]

238 [Amendments]

DIVISION 7

Dominion Coal Blocks

Definitions

239 The following definitions apply in this Division.

Crow's Nest Pass Act means *An Act to authorize a Subsidy for a Railway through the Crow's Nest Pass*, chapter 5 of the Statutes of Canada 1897. (*Loi du Nid-de-Corbeau*)

Dominion Coal Blocks means the selected land referred to in paragraph 1(i.) of the *Crow's Nest Pass Act*, being

(a) Parcel Identifier 014-832-020, Parcel 73, shown on Plan DD 729 (F25(2)), District Lot 4589, Kootenay District, British Columbia; and

(b) Parcel Identifier 014-832-038, Parcel 82, shown on Plan DD 729 (F25(1)), District Lot 4589, Kootenay District, British Columbia, except Part included in Plan 6844. (*Réserve fédérale de charbon*)

Minister means the Minister designated under section 240, or, if none is designated, the Minister of Natural Resources. (*ministre*)

Designation of Minister

240 The Governor in Council may, by order, designate any federal minister to be the Minister referred to in this Division.

233 [Modification]

Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants

234 [Modification]

Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés

235 [Modification]

Modifications terminologiques

236 [Modifications]

237 [Modifications]

238 [Modifications]

SECTION 7

Réserve fédérale de charbon

Définitions

239 Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente section.

Loi du Nid-de-Corbeau L'Acte autorisant une subvention pour un chemin de fer par la Passe du Nid-de-Corbeau, chapitre 5 des Statuts du Canada de 1897. (*Crow's Nest Pass Act*)

ministre Le ministre désigné en vertu de l'article 240 ou, à défaut de désignation, le ministre des Ressources naturelles. (*Minister*)

Réserve fédérale de charbon Terres choisies visées à l'alinéa 1(i.) de la Loi du Nid-de-Corbeau, à savoir celles visées par :

a) l'identificateur 014-832-020 : parcelle 73 indiquée sur le plan DD 729 (F25(2)), lot de district 4589, district de Kootenay en Colombie-Britannique;

b) l'identificateur 014-832-038 : parcelle 82 indiquée sur le plan DD 729 (F25(1)), lot de district 4589, district de Kootenay en Colombie-Britannique, à l'exception de la partie indiquée sur le plan 6844. (*Dominion Coal Blocks*)

Désignation du ministre

240 Le gouverneur en conseil peut, par décret, désigner le ministre fédéral visé par le terme « ministre » figurant dans la présente section.

Dominion Coal Blocks

241 Nothing in the Crow's Nest Pass Act, in the agreement mentioned in that Act or in any covenant in the instrument conveying the Dominion Coal Blocks to His Majesty in right of Canada operates so as to limit the power of Her Majesty in right of Canada to hold, dispose of or otherwise deal with the Dominion Coal Blocks, or any part of the Dominion Coal Blocks or any interest in them, in any manner and on any conditions that Her Majesty in right of Canada considers appropriate.

Powers of Minister

242 (1) With the approval of the Governor in Council, and subject to any terms that the Governor in Council considers appropriate, the Minister may dispose of the Dominion Coal Blocks, or any part of the Dominion Coal Blocks or any interest in them, in any manner and on any conditions established under section 241.

Exception – easements

(2) Despite subsection (1), the Minister may grant an easement over any part of the Dominion Coal Blocks without the approval of the Governor in Council.

Powers of Minister

(3) The Minister may do anything that he or she considers necessary to prepare the Dominion Coal Blocks, or any part of the Dominion Coal Blocks or any interest in them, for disposition.

Administration

(4) The Minister has the administration of the Dominion Coal Blocks.

Application of provincial law

243 A disposition under section 241 or subsection 242(1) or (2) may be effected by any instrument by which an interest in real property may be disposed of by a private person under the laws in force in British Columbia.

Her Majesty's obligations are terminated

244 All obligations and liabilities of Her Majesty in right of Canada arising out of any of the matters referred to in paragraph 1(i.) of the Crow's Nest Pass Act, and all rights acquired by any other party under any covenant in the instrument conveying the Dominion Coal Blocks to His

Réserve fédérale de charbon

241 La Loi du Nid-de-Corbeau, le contrat visé par celle-ci ou toute stipulation d'un acte de transfert de la Réserve fédérale de charbon à Sa Majesté le Roi du chef du Canada n'ont pas pour effet de limiter le pouvoir de Sa Majesté la Reine du chef du Canada de posséder tout ou partie de la Réserve fédérale de charbon ou tout intérêt sur celle-ci, d'en disposer ou d'effectuer à leur égard toute autre opération selon les modalités et aux conditions qu'elle estime indiquées.

Pouvoirs du ministre

242 (1) Le ministre peut, avec l'approbation du gouverneur en conseil et sous réserve des modalités que ce dernier juge indiquées, disposer de tout ou partie de la Réserve fédérale de charbon ou de tout intérêt sur celle-ci selon les modalités et aux conditions visées à l'article 241.

Exception – servitude

(2) Malgré le paragraphe (1), le ministre peut accorder une servitude à l'égard de tout ou partie de la Réserve fédérale de charbon sans l'approbation du gouverneur en conseil.

Pouvoirs du ministre

(3) Le ministre peut prendre toute mesure qu'il juge nécessaire pour préparer la disposition de tout ou partie de la Réserve fédérale de charbon ou de tout intérêt sur celle-ci.

Gestion

(4) Le ministre est chargé de la gestion de la Réserve fédérale de charbon.

Application du droit provincial

243 Toute disposition effectuée en vertu de l'article 241 ou des paragraphes 242(1) et (2) peut être faite par un acte au moyen duquel une personne physique peut disposer d'un intérêt sur un bien réel en vertu des lois de la Colombie-Britannique.

Extinction de toute obligation de Sa Majesté

244 Sont éteintes toutes les obligations et responsabilités de Sa Majesté la Reine du chef du Canada qui découlent de l'alinéa 1(i.) de la Loi du Nid-de-Corbeau, ainsi que tous les droits acquis par les autres parties en vertu de toute stipulation d'un acte de transfert de la Réserve fédérale

Majesty in right of Canada relating to those matters, are extinguished.

No liability

245 No action or other proceeding, including any action or proceeding in restitution, or for damages of any kind, that is based on or is in relation to any agreement in respect of the Dominion Coal Blocks that existed on or before the coming into force of this section lies or may be instituted by anyone against Her Majesty in right of Canada or any minister or any employee or agent of Her Majesty in right of Canada, or any person engaged to provide advice or services to Her Majesty in right of Canada in relation to such an agreement, for anything done or omitted to be done or for anything purported to have been done or omitted to be done, in the exercise or performance of their powers, duties and functions.

No compensation

246 No one is entitled to any compensation from Her Majesty in right of Canada in connection with the coming into force of section 244.

Application of money from disposition

247 The money from a sale or other disposition made under section 241 or subsection 242(1) or (2) minus an amount equal to the amount paid or payable by Her Majesty in right of Canada, or any agent of Her Majesty in right of Canada, under an agreement relating to the disposition, including the management of that disposition, is public money for the purposes of the *Financial Administration Act*.

Federal Real Property and Federal Immovables Act

248 The *Federal Real Property and Federal Immovables Act* does not apply to any disposition of the Dominion Coal Blocks.

de charbon à Sa Majesté le Roi du chef du Canada relative à cet alinéa.

Immunité

245 Aucune action ni autre procédure, notamment en restitution ou dommages-intérêts, fondée sur un accord relatif à la Réserve fédérale de charbon qui existait à la date d'entrée en vigueur du présent article ou y étant liée, ne peut être intentée contre Sa Majesté du chef du Canada, contre un ministre ou un employé ou mandataire de Sa Majesté du chef du Canada ou contre toute autre personne engagée pour fournir des conseils ou services à Sa Majesté du chef du Canada à l'égard d'un tel accord, pour les actes ou omissions accomplis dans l'exercice, réel ou prétendu tel, de leurs attributions.

Absence d'indemnité

246 Nul ne peut obtenir d'indemnité contre Sa Majesté du chef du Canada en raison de l'entrée en vigueur de l'article 244.

Fonds provenant d'une disposition

247 Les fonds provenant de toute disposition effectuée en vertu de l'article 241 ou des paragraphes 242(1) et (2), déduction faite d'un montant équivalent à celui payé ou à payer par Sa Majesté du chef du Canada ou par son mandataire en vertu d'un accord relatif à cette disposition, notamment à la gestion de celle-ci, constituent des fonds publics pour l'application de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.

Loi sur les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux

248 La *Loi sur les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux* ne s'applique pas à la disposition de la Réserve fédérale de charbon.

DIVISION 8

Reorganization of Certain Crown Corporations (Bridges)

Interpretation

Definition of *amalgamated corporation*

249 In this Division, *amalgamated corporation* means any corporation resulting from an amalgamation referred to in subsection 252(1).

2013, c. 40, s. 249; 2014, c. 39, s. 261.

Amalgamation

Continuance under *Canada Business Corporations Act*

250 Despite section 103 of the *Financial Administration Act*, the directors of the Blue Water Bridge Authority may, under subsection 268(4) of the *Canada Business Corporations Act*, apply for a certificate of continuance.

Continuance

250.1 Despite subsection 268(8.1) of the *Canada Business Corporations Act*, sections 6 to 13, 17, 18 and 21.1 of the *Blue Water Bridge Authority Act* continue to apply to the Blue Water Bridge Authority after its continuance under the *Canada Business Corporations Act*.

2014, c. 39, s. 262.

Articles

251 For the purposes of paragraph 90(1)(c) of the *Financial Administration Act*, The Federal Bridge Corporation Limited may, before any amalgamation referred to in subsection 252(1), amend its articles to make a material change in the objects or purposes for which it was incorporated, or the restrictions on the businesses or activities that it may carry on, as set out in its articles.

Amalgamation authorized

252 (1) For the purposes of paragraph 90(1)(e) of the *Financial Administration Act* and despite section 14 of *An Act to incorporate St. Mary's River Bridge Company*, the amalgamation of the following corporations with each other is authorized, the amalgamation of any of the following corporations with the corporation that results

SECTION 8

Réorganisation de certaines sociétés d'État — ponts

Définition

Définition de *société issue de la fusion*

249 Dans la présente section, *société issue de la fusion* s'entend d'une société qui est issue de toute fusion prévue au paragraphe 252(1).

2013, ch. 40, art. 249; 2014, ch. 39, art. 261.

Fusion

Prorogation en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*

250 Malgré l'article 103 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, les administrateurs de l'Administration du pont Blue Water peuvent, en vertu du paragraphe 268(4) de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*, demander un certificat de prorogation.

Prorogation

250.1 Malgré le paragraphe 268(8.1) de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*, les articles 6 à 13, 17, 18 et 21.1 de la *Loi sur l'Administration du pont Blue Water* continuent de s'appliquer à l'Administration du pont Blue Water après sa prorogation au titre de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*.

2014, ch. 39, art. 262.

Statuts

251 Pour l'application de l'alinéa 90(1)c) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, La Société des ponts fédéraux Limitée peut, avant toute fusion prévue au paragraphe 252(1), modifier ses statuts pour apporter une modification importante aux buts pour lesquels elle a été constituée ou aux restrictions à l'égard des activités qu'elle peut exercer, tels qu'ils figurent dans ses statuts.

Autorisation : fusion

252 (1) Pour l'application de l'alinéa 90(1)e) de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et malgré l'article 14 de la *Loi constituant en corporation « St. Mary's River Bridge Company »*, les sociétés ci-après sont autorisées à fusionner entre elles, l'une ou l'autre des sociétés ci-après et la société qui est issue de la fusion de deux ou trois

from the amalgamation of two or three of the other corporations is authorized and the amalgamation of any of the following corporations with any corporation that results from the amalgamation of two of the other corporations with the third corporation is authorized:

- (a) The Federal Bridge Corporation Limited;
- (b) St. Mary's River Bridge Company;
- (c) The Seaway International Bridge Corporation, Ltd.; and
- (d) Blue Water Bridge Authority.

Transitional

(2) The chief executive officer and the members of the board of directors of The Federal Bridge Corporation Limited continue as the chief executive officer and members of the board of directors, respectively, of

- (a) the corporation that results from the amalgamation of The Federal Bridge Corporation Limited with either or both of the corporations referred to in paragraphs (1)(b) and (c); and
- (b) the corporation that results from the amalgamation of either of the corporations referred to in paragraphs (1)(b) and (c) with the corporation that results from the amalgamation of The Federal Bridge Corporation Limited with the other of the corporations referred to in those paragraphs, if The Federal Bridge Corporation Limited amalgamated with only one of them.

Amalgamated corporation an agent

253 An amalgamated corporation is an agent of Her Majesty in right of Canada.

2013, c. 40, s. 253; 2014, c. 39, ss. 263, 264.

Contracts

254 An amalgamated corporation may enter into contracts with Her Majesty as though it were not an agent of Her Majesty.

2013, c. 40, s. 254; 2014, c. 39, ss. 263, 264.

Borrowing authorized

255 An amalgamated corporation may borrow money otherwise than from the Crown, including by means of the issuance, sale and pledge of bonds, debentures, notes or other evidence of indebtedness, as long as the total principal amount

des autres sociétés sont autorisées à fusionner entre elles et l'une ou l'autre des sociétés ci-après et toute société qui est issue de la fusion de deux des autres sociétés avec la troisième société sont autorisées à fusionner entre elles :

- a) La Société des ponts fédéraux Limitée;
- b) la Société du pont de la rivière Ste Marie;
- c) La Corporation du Pont international de la voie maritime, Ltée;
- d) l'Administration du pont Blue Water.

Disposition transitoire

(2) Le premier dirigeant et les membres du conseil d'administration de La Société des ponts fédéraux Limitée continuent à exercer leurs fonctions auprès de la société qui est issue de la fusion :

- a) de celle-ci et des sociétés visées aux alinéas (1)b) et c) ou de l'une d'elles;
- b) de l'une ou l'autre des sociétés visées aux alinéas (1)b) et c) et de la société qui est elle-même issue de la fusion de La Société des ponts fédéraux Limitée et de l'autre société visée à ces alinéas, dans le cas où La Société des ponts fédéraux Limitée a fusionné avec une seule de ces sociétés.

Qualité de mandataire de Sa Majesté

253 La société issue de la fusion est mandataire de Sa Majesté du chef du Canada.

2013, ch. 40, art. 253; 2014, ch. 39, art. 263 et 264.

Contrats

254 La société issue de la fusion peut conclure des contrats avec Sa Majesté comme si elle n'était pas le mandataire.

2013, ch. 40, art. 254; 2014, ch. 39, art. 263 et 264.

Emprunt

255 La société issue de la fusion peut emprunter à d'autres personnes que Sa Majesté des fonds, notamment par émission, vente et mise en gage d'obligations, de débentures, de billets ou d'autres titres de créance, à la condition que le

of those borrowings that is outstanding does not exceed \$130,000,000 at any time.

2013, c. 40, s. 255; 2014, c. 39, ss. 263, 264.

Charges

256 (1) An amalgamated corporation may fix and charge tolls, fees or other charges for the use of a bridge or tunnel that it owns or operates.

Authorization by amalgamated corporation

(2) An amalgamated corporation may authorize another person to fix or charge tolls, fees or other charges for the use of such a bridge or tunnel.

2013, c. 40, s. 256; 2014, c. 39, ss. 263, 264.

Auditor

257 The Auditor General of Canada is the auditor of an amalgamated corporation.

2013, c. 40, s. 257; 2014, c. 39, ss. 263, 264.

No compensation

258 Despite the provisions of any contract, agreement or order, no person who is appointed to hold office as a part-time member of the board of directors of The Federal Bridge Corporation Limited, of a corporation that results from an amalgamation referred to in subsection 252(2) or of Blue Water Bridge Authority has any right to claim or receive any compensation, damages, indemnity or other form of relief from Her Majesty in right of Canada or from any employee or agent of Her Majesty for ceasing to hold that office or for the abolition of that office following any amalgamation referred to in subsection 252(1).

2013, c. 40, s. 258; 2014, c. 39, ss. 263, 264.

Financial Administration Act

259 For the purposes of Part I of Schedule III to the *Financial Administration Act*, the reference in that Part to The Federal Bridge Corporation Limited is deemed to be a reference to the name of any corporation that results from an amalgamation referred to in subsection 252(1), if that name is “The Federal Bridge Corporation Limited”.

2013, c. 40, s. 259; 2014, c. 39, ss. 263, 264.

Payments in Lieu of Taxes Act

260 For the purposes of Schedule III to the *Payments in Lieu of Taxes Act*, the reference in that

montant total en principal de tels emprunts non remboursés ne dépasse à aucun moment cent trente millions de dollars.

2013, ch. 40, art. 255; 2014, ch. 39, art. 263 et 264.

Droits

256 (1) La société issue de la fusion peut fixer des droits pour l'usage d'un pont ou tunnel dont elle est propriétaire ou qu'elle exploite et en exiger le paiement.

Autorisation : droits

(2) Elle peut autoriser toute autre personne à fixer des droits pour l'usage du pont ou tunnel ou à en exiger le paiement.

2013, ch. 40, art. 256; 2014, ch. 39, art. 263 et 264.

Vérificateur

257 Le vérificateur général du Canada est le vérificateur de la société issue de la fusion.

2013, ch. 40, art. 257; 2014, ch. 39, art. 263 et 264.

Absence de droit à réclamation

258 Malgré les dispositions de tout contrat, accord ou décret, les personnes nommées membres à temps partiel du conseil d'administration de La Société des ponts fédéraux Limitée, d'une société qui est issue de toute fusion prévue au paragraphe 252(2) ou de l'Administration du pont Blue Water n'ont aucun droit de réclamer ou de recevoir une compensation, des dommages-intérêts, une indemnité ou toute autre forme de dédommagement de Sa Majesté du chef du Canada ou de ses employés ou mandataires parce que leur mandat a pris fin ou en raison de l'abolition de leur poste par suite de toute fusion prévue au paragraphe 252(1).

2013, ch. 40, art. 258; 2014, ch. 39, art. 263 et 264.

Loi sur la gestion des finances publiques

259 Pour l'application de la partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, la mention « La Société des ponts fédéraux Limitée » y figurant vaut mention de la dénomination d'une société qui est issue de toute fusion prévue au paragraphe 252(1), si cette dénomination est « La Société des ponts fédéraux Limitée ».

2013, ch. 40, art. 259; 2014, ch. 39, art. 263 et 264.

Loi sur les paiements versés en remplacement d'impôts

260 Pour l'application de l'annexe III de la *Loi sur les paiements versés en remplacement*

Schedule to The Federal Bridge Corporation Limited is deemed to be a reference to the name of any corporation that results from an amalgamation referred to in subsection 252(1), if that name is “The Federal Bridge Corporation Limited”.

2013, c. 40, s. 260; 2014, c. 39, ss. 263, 264.

Consequential Amendments

Financial Administration Act

261 [Amendment]

Canada Marine Act

262 [Repealed before coming into force, 2008, c. 20, s. 3]

International Bridges and Tunnels Act

263 [Amendment]

Repeals

264 [Repeal]

265 [Repeal]

266 [Repeal]

267 [Repeal]

268 [Repeal]

Coming into Force

Order in council

***269 Sections 261 to 263 and 266 to 268 come into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.**

* [Note: Sections 261 and 268 in force February 1, 2015, *see* SI/2015-10; section 262 repealed before coming into force, *see* 2008, c. 20, s. 3.]

2013, c. 40, s. 269; 2014, c. 39, s. 265.

DIVISION 9

Financial Administration Act

270 [Amendment]

d'impôts, la mention « La Société des ponts fédéraux Limitée » y figurant vaut mention de la dénomination d'une société issue de toute fusion prévue au paragraphe 252(1), si cette dénomination est « La Société des ponts fédéraux Limitée ».

2013, ch. 40, art. 260; 2014, ch. 39, art. 263 et 264.

Modifications corrélatives

Loi sur la gestion des finances publiques

261 [Modification]

Loi maritime du Canada

262 [Abrogé avant d'entrer en vigueur, 2008, ch. 20, art. 3]

Loi sur les ponts et tunnels internationaux

263 [Modification]

Abrogations

264 [Abrogation]

265 [Abrogation]

266 [Abrogation]

267 [Abrogation]

268 [Abrogation]

Entrée en vigueur

Décret

***269 Les articles 261 à 263 et 266 à 268 entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret.**

* [Note: Articles 261 et 268 en vigueur le 1^{er} février 2015, *voir* TR/2015-10; article 262 abrogé avant d'entrer en vigueur, *voir* 2008, ch. 20, art. 3.]

2013, ch. 40, art. 269; 2014, ch. 39, art. 265.

SECTION 9

Loi sur la gestion des finances publiques

270 [Modification]

DIVISION 10

National Research Council Act

271 [Amendment]

272 [Amendment]

273 [Amendment]

274 [Amendment]

275 [Amendment]

DIVISION 11

Veterans Review and Appeal Board Act

276 [Amendment]

DIVISION 12

Canada Pension Plan Investment Board Act

Amendments to the Act

277 [Amendments]

Coming into Force

Order in council

278 Section 277 comes into force, in accordance with subsection 114(4) of the *Canada Pension Plan*, on a day to be fixed by order of the Governor in Council.

* [Note: Section 277 in force October 9, 2014, see SI/2014-82.]

DIVISION 13

Proceeds of Crime (Money Laundering) and Terrorist Financing Act

Amendments to the Act

279 [Amendment]

SECTION 10

Loi sur le Conseil national de recherches

271 [Modification]

272 [Modification]

273 [Modification]

274 [Modification]

275 [Modification]

SECTION 11

Loi sur le Tribunal des anciens combattants (révision et appel)

276 [Modification]

SECTION 12

Loi sur l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada

Modification de la loi

277 [Modifications]

Entrée en vigueur

Décret

278 L'article 277 entre en vigueur, conformément au paragraphe 114(4) du *Régime de pensions du Canada*, à la date fixée par décret.

* [Note: Article 277 en vigueur le 9 octobre 2014, voir TR/2014-82.]

SECTION 13

Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes

Modification de la loi

279 [Modification]

280 [Amendment]

Coordinating Amendments

281 [Amendments]

DIVISION 14

Mackenzie Gas Project Impacts Fund Act

Enactment of Act

Enactment

282 *The Mackenzie Gas Project Impacts Fund Act, whose text is as follows and whose schedule is set out in the schedule to this Act, is enacted:*

[See *Mackenzie Gas Project Impacts Fund Act*]

Consequential Amendments

Access to Information Act

283 [Amendment]

Financial Administration Act

284 [Amendment]

Privacy Act

285 [Amendment]

Budget Implementation Act, 2006

286 [Amendment]

Repeal

287 [Repeal]

DIVISION 15

Conflict of Interest Act

288 [Amendments]

289 [Amendment]

280 [Modification]

Dispositions de coordination

281 [Modifications]

SECTION 14

Loi sur le Fonds relatif aux répercussions du projet gazier Mackenzie

Édiction de la loi

Édiction

282 *Est édictée la Loi sur le Fonds relatif aux répercussions du projet gazier Mackenzie, dont le texte suit et dont l'annexe figure à l'annexe de la présente loi :*

[Voir la *Loi sur le Fonds relatif aux répercussions du projet gazier Mackenzie*]

Modifications corrélatives

Loi sur l'accès à l'information

283 [Modification]

Loi sur la gestion des finances publiques

284 [Modification]

Loi sur la protection des renseignements personnels

285 [Modification]

Loi d'exécution du budget de 2006

286 [Modification]

Abrogation

287 [Abrogation]

SECTION 15

Loi sur les conflits d'intérêts

288 [Modifications]

289 [Modification]

DIVISION 16

Immigration and Refugee Protection Act

Amendments to the Act

290 [Amendment]

291 [Amendment]

292 [Amendments]

Coming into Force

Order in council

***293 The provisions of this Division come into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.**

* [Note: Sections 290 to 292 in force January 1, 2015, see SI/2014-99.]

DIVISION 17

Public Service Labour Relations

Public Service Labour Relations Act

Amendments to the Act

294 [Amendments]

295 [Amendment]

296 [Amendment]

297 [Amendments]

298 [Amendment]

299 [Amendment]

300 [Amendment]

301 [Amendment]

302 [Amendment]

303 [Amendment]

304 [Amendments]

SECTION 16

Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés

Modification de la loi

290 [Modification]

291 [Modification]

292 [Modifications]

Entrée en vigueur

Décret

***293 Les dispositions de la présente section entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret.**

* [Note: Articles 290 à 292 en vigueur le 1^{er} janvier 2015, voir TR/2014-99.]

SECTION 17

Relations de travail dans la fonction publique

Loi sur les relations de travail dans la fonction publique

Modification de la loi

294 [Modifications]

295 [Modification]

296 [Modification]

297 [Modifications]

298 [Modification]

299 [Modification]

300 [Modification]

301 [Modification]

302 [Modification]

303 [Modification]

304 [Modifications]

305 [Amendment]

305 [Modification]

306 [Amendment]

306 [Modification]

307 (1) [Amendment]

307 (1) [Modification]

(2) [Repealed before coming into force, 2018, c. 24, s. 30]

(2) [Abrogé avant d'entrer en vigueur, 2018, ch. 24, art. 30]

308 [Amendment]

308 [Modification]

309 [Amendment]

309 [Modification]

310 [Amendment]

310 [Modification]

311 [Amendment]

311 [Modification]

312 [Amendment]

312 [Modification]

313 [Amendment]

313 [Modification]

314 [Amendment]

314 [Modification]

315 [Amendment]

315 [Modification]

316 (1) [Amendment]

316 (1) [Modification]

(2) [Repealed before coming into force, 2018, c. 24, s. 31]

(2) [Abrogé avant d'entrer en vigueur, 2018, ch. 24, art. 31]

317 [Amendment]

317 [Modification]

318 [Amendment]

318 [Modification]

319 [Amendments]

319 [Modifications]

320 [Amendment]

320 [Modification]

321 [Amendment]

321 [Modification]

322 [Amendments]

322 [Modifications]

323 [Amendments]

323 [Modifications]

324 [Amendment]

324 [Modification]

325 [Repealed before coming into force, 2018, c. 24, s. 32]

325 [Abrogé avant d'entrer en vigueur, 2018, ch. 24, art. 32]

326 [Repealed before coming into force, 2018, c. 24, s. 32]

326 [Abrogé avant d'entrer en vigueur, 2018, ch. 24, art. 32]

327 [Repealed before coming into force, 2018, c. 24, s. 32]

327 [Abrogé avant d'entrer en vigueur, 2018, ch. 24, art. 32]

328 [Repealed before coming into force, 2018, c. 24, s. 32]

328 [Abrogé avant d'entrer en vigueur, 2018, ch. 24, art. 32]

329 [Repealed before coming into force, 2018, c. 24, s. 32]

330 [Repealed before coming into force, 2018, c. 24, s. 32]

331 [Repealed before coming into force, 2018, c. 24, s. 32]

332 [Repealed before coming into force, 2018, c. 24, s. 32]

333 (1) [Repealed before coming into force, 2014, c. 39, s. 382]

(2) [Repealed before coming into force, 2018, c. 24, s. 32]

334 [Repealed before coming into force, 2018, c. 24, s. 32]

335 [Repealed before coming into force, 2018, c. 24, s. 32]

336 [Repealed before coming into force, 2018, c. 24, s. 32]

337 [Amendment]

Transitional Provisions

338 [Transitional Provision]

339 [Repealed, 2018, c. 24, s. 33]

340 [Repealed before coming into force, 2018, c. 24, s. 33]

341 [Repealed, 2018, c. 24, s. 33]

342 [Repealed before coming into force, 2018, c. 24, s. 33]

343 [Repealed before coming into force, 2018, c. 24, s. 33]

344 [Repealed before coming into force, 2018, c. 24, s. 33]

345 [Repealed before coming into force, 2018, c. 24, s. 33]

346 [Repealed before coming into force, 2018, c. 24, s. 33]

347 [Repealed before coming into force, 2018, c. 24, s. 33]

329 [Abrogé avant d'entrer en vigueur, 2018, ch. 24, art. 32]

330 [Abrogé avant d'entrer en vigueur, 2018, ch. 24, art. 32]

331 [Abrogé avant d'entrer en vigueur, 2018, ch. 24, art. 32]

332 [Abrogé avant d'entrer en vigueur, 2018, ch. 24, art. 32]

333 (1) [Abrogé avant d'entrer en vigueur, 2014, ch. 39, art. 382]

(2) [Abrogé avant d'entrer en vigueur, 2018, ch. 24, art. 32]

334 [Abrogé avant d'entrer en vigueur, 2018, ch. 24, art. 32]

335 [Abrogé avant d'entrer en vigueur, 2018, ch. 24, art. 32]

336 [Abrogé avant d'entrer en vigueur, 2018, ch. 24, art. 32]

337 [Modification]

Dispositions transitoires

338 [Disposition transitoire]

339 [Abrogé, 2018, ch. 24, art. 33]

340 [Abrogé avant d'entrer en vigueur, 2018, ch. 24, art. 33]

341 [Abrogé, 2018, ch. 24, art. 33]

342 [Abrogé avant d'entrer en vigueur, 2018, ch. 24, art. 33]

343 [Abrogé avant d'entrer en vigueur, 2018, ch. 24, art. 33]

344 [Abrogé avant d'entrer en vigueur, 2018, ch. 24, art. 33]

345 [Abrogé avant d'entrer en vigueur, 2018, ch. 24, art. 33]

346 [Abrogé avant d'entrer en vigueur, 2018, ch. 24, art. 33]

347 [Abrogé avant d'entrer en vigueur, 2018, ch. 24, art. 33]

348 [Repealed before coming into force, 2018, c. 24, s. 33]

349 [Repealed before coming into force, 2018, c. 24, s. 33]

350 [Repealed before coming into force, 2018, c. 24, s. 33]

351 [Repealed before coming into force, 2018, c. 24, s. 33]

352 [Repealed before coming into force, 2018, c. 24, s. 33]

353 [Repealed before coming into force, 2018, c. 24, s. 33]

354 [Repealed before coming into force, 2018, c. 24, s. 33]

355 [Repealed before coming into force, 2018, c. 24, s. 33]

356 [Repealed before coming into force, 2018, c. 24, s. 33]

357 [Repealed before coming into force, 2018, c. 24, s. 33]

358 [Repealed before coming into force, 2018, c. 24, s. 33]

359 [Repealed before coming into force, 2018, c. 24, s. 33]

360 [Repealed, 2018, c. 24, s. 33]

Public Sector Equitable Compensation Act

361 [Amendment]

362 [Amendment]

Coordinating Amendments

363 [Amendments]

348 [Abrogé avant d'entrer en vigueur, 2018, ch. 24, art. 33]

349 [Abrogé avant d'entrer en vigueur, 2018, ch. 24, art. 33]

350 [Abrogé avant d'entrer en vigueur, 2018, ch. 24, art. 33]

351 [Abrogé avant d'entrer en vigueur, 2018, ch. 24, art. 33]

352 [Abrogé avant d'entrer en vigueur, 2018, ch. 24, art. 33]

353 [Abrogé avant d'entrer en vigueur, 2018, ch. 24, art. 33]

354 [Abrogé avant d'entrer en vigueur, 2018, ch. 24, art. 33]

355 [Abrogé avant d'entrer en vigueur, 2018, ch. 24, art. 33]

356 [Abrogé avant d'entrer en vigueur, 2018, ch. 24, art. 33]

357 [Abrogé avant d'entrer en vigueur, 2018, ch. 24, art. 33]

358 [Abrogé avant d'entrer en vigueur, 2018, ch. 24, art. 33]

359 [Abrogé avant d'entrer en vigueur, 2018, ch. 24, art. 33]

360 [Abrogé, 2018, ch. 24, art. 33]

Loi sur l'équité dans la rémunération du secteur public

361 [Modification]

362 [Modification]

Dispositions de coordination

363 [Modifications]

Coming into Force

Subsections 307(2) and 316(2)

364 ***(1)** Subsections 307(2) and 316(2) come into force on the day on which section 17 of the *Public Sector Equitable Compensation Act* comes into force.

* [Note: Subsections 307(2) and 316(2) repealed before coming into force, see 2018, c. 24, ss. 30 and 31.]

Sections 325 to 336, 340 and 342 to 359

***(2)** Sections 325 to 336, 340 and 342 to 359 come into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.

* [Note: Sections 325 to 336, 340 and 342 to 359 repealed before coming into force, see 2018, c. 24, ss. 32 and 33.]

DIVISION 18

Reorganization of Federal Public Service Labour Relations and Employment Boards

Public Service Labour Relations and Employment Board Act

Enactment of Act

365 The *Public Service Labour Relations and Employment Board Act* is enacted as follows:

[See *Public Service Labour Relations and Employment Board Act*]

Public Service Labour Relations Act

Amendments to the Act

366 [Amendments]

367 [Amendment]

368 [Amendment]

369 [Amendment]

370 [Amendment]

371 [Amendment]

Entrée en vigueur

Paragraphe 307(2) et 316(2)

364 ***(1)** Les paragraphes 307(2) et 316(2) entrent en vigueur à la date d'entrée en vigueur de l'article 17 de la *Loi sur l'équité dans la rémunération du secteur public*.

* [Note: Paragraphes 307(2) et 316(2) abrogés avant d'entrer en vigueur, voir 2018, ch. 24, art. 30 et 31.]

Articles 325 à 336, 340 et 342 à 359

***(2)** Les articles 325 à 336, 340 et 342 à 359 entrent en vigueur à la date fixée par décret.

* [Note: Articles 325 à 336, 340 et 342 à 359 abrogés avant d'entrer en vigueur, voir 2018, ch. 24, art. 32 et 33.]

SECTION 18

Réorganisation de tribunaux fédéraux en matière de relations de travail et d'emploi dans la fonction publique

Loi sur la Commission des relations de travail et de l'emploi dans la fonction publique

Édition de la loi

365 Est édictée la *Loi sur la Commission des relations de travail et de l'emploi dans la fonction publique*, dont le texte suit :

[Voir la *Loi sur la Commission des relations de travail et de l'emploi dans la fonction publique*]

Loi sur les relations de travail dans la fonction publique

Modification de la loi

366 [Modifications]

367 [Modification]

368 [Modification]

369 [Modification]

370 [Modification]

371 [Modification]

372 [Amendment]

373 [Amendment]

374 [Amendment]

375 [Amendment]

376 [Amendment]

377 [Amendment]

378 [Amendment]

379 [Amendment]

380 [Amendment]

381 [Amendment]

382 [Amendment]

383 [Amendment]

384 [Amendments]

385 [Amendment]

386 [Amendment]

387 [Amendment]

388 [Repealed before coming into force, 2013, c. 40, s. 467]

389 [Amendment]

390 [Amendment]

Transitional Provisions

391 [Transitional Provision]

392 [Transitional Provision]

393 [Transitional Provision]

394 [Transitional Provision]

395 [Transitional Provision]

396 [Transitional Provision]

397 [Transitional Provision]

398 [Transitional Provision]

399 [Transitional Provision]

372 [Modification]

373 [Modification]

374 [Modification]

375 [Modification]

376 [Modification]

377 [Modification]

378 [Modification]

379 [Modification]

380 [Modification]

381 [Modification]

382 [Modification]

383 [Modification]

384 [Modifications]

385 [Modification]

386 [Modification]

387 [Modification]

388 [Abrogé avant d'entrer en vigueur, 2013, ch. 40, art. 467]

389 [Modification]

390 [Modification]

Dispositions transitoires

391 [Disposition transitoire]

392 [Disposition transitoire]

393 [Disposition transitoire]

394 [Disposition transitoire]

395 [Disposition transitoire]

396 [Disposition transitoire]

397 [Disposition transitoire]

398 [Disposition transitoire]

399 [Disposition transitoire]

400 [Transitional Provision]

401 [Transitional Provision]

402 [Transitional Provision]

Public Service Employment Act

Amendments to the Act

403 [Amendments]

404 [Amendments]

405 [Amendment]

406 [Amendment]

407 [Amendment]

408 [Amendment]

409 [Amendment]

410 [Amendment]

411 [Amendment]

412 [Amendment]

413 [Amendment]

414 [Amendment]

Transitional Provisions

415 [Transitional Provision]

416 [Transitional Provision]

417 [Transitional Provision]

418 [Transitional Provision]

419 [Transitional Provision]

420 [Transitional Provision]

421 [Transitional Provision]

422 [Transitional Provision]

423 [Transitional Provision]

424 [Transitional Provision]

400 [Disposition transitoire]

401 [Disposition transitoire]

402 [Disposition transitoire]

Loi sur l'emploi dans la fonction publique

Modification de la loi

403 [Modifications]

404 [Modifications]

405 [Modification]

406 [Modification]

407 [Modification]

408 [Modification]

409 [Modification]

410 [Modification]

411 [Modification]

412 [Modification]

413 [Modification]

414 [Modification]

Dispositions transitoires

415 [Disposition transitoire]

416 [Disposition transitoire]

417 [Disposition transitoire]

418 [Disposition transitoire]

419 [Disposition transitoire]

420 [Disposition transitoire]

421 [Disposition transitoire]

422 [Disposition transitoire]

423 [Disposition transitoire]

424 [Disposition transitoire]

Parliamentary Employment and Staff Relations Act

Amendments to the Act

425 [Amendment]

426 [Amendment]

427 [Amendments]

428 [Amendments]

429 [Amendment]

430 [Amendment]

431 [Amendment]

432 [Amendment]

433 [Amendment]

434 [Amendment]

435 [Amendment]

436 [Amendment]

437 [Amendment]

Transitional Provision

438 [Transitional Provision]

Federal Courts Act

Amendment to the Act

439 [Amendment]

Transitional Provision

440 [Transitional Provision]

Public Sector Equitable Compensation Act

Amendment to the Act

441 [Amendment]

442 [Amendment]

443 [Amendment]

Loi sur les relations de travail au Parlement

Modification de la loi

425 [Modification]

426 [Modification]

427 [Modifications]

428 [Modifications]

429 [Modification]

430 [Modification]

431 [Modification]

432 [Modification]

433 [Modification]

434 [Modification]

435 [Modification]

436 [Modification]

437 [Modification]

Disposition transitoire

438 [Disposition transitoire]

Loi sur les Cours fédérales

Modification de la loi

439 [Modification]

Disposition transitoire

440 [Disposition transitoire]

Loi sur l'équité dans la rémunération du secteur public

Modification de la loi

441 [Modification]

442 [Modification]

443 [Modification]

444 [Amendment]

Transitional Provision

445 [Transitional Provision]

Consequential Amendments

Access to Information Act

446 [Amendment]

447 [Repealed before coming into force, 2014, c. 20, s. 475]

Canada Evidence Act

448 [Amendment]

Canadian Security Intelligence Service Act

449 [Amendment]

Financial Administration Act

450 [Amendment]

451 [Amendment]

452 [Repealed before coming into force, 2014, c. 20, s. 476]

453 [Amendment]

454 [Amendment]

455 [Repealed before coming into force, 2014, c. 20, s. 477]

456 [Amendment]

457 [Amendment]

458 [Repealed before coming into force, 2014, c. 20, s. 478]

Privacy Act

459 [Amendment]

460 [Repealed before coming into force, 2014, c. 20, s. 479]

Public Service Superannuation Act

461 [Amendment]

444 [Modification]

Disposition transitoire

445 [Disposition transitoire]

Modifications corrélatives

Loi sur l'accès à l'information

446 [Modification]

447 [Abrogé avant d'entrer en vigueur, 2014, ch. 20, art. 475]

Loi sur la preuve au Canada

448 [Modification]

Loi sur le Service canadien du renseignement de sécurité

449 [Modification]

Loi sur la gestion des finances publiques

450 [Modification]

451 [Modification]

452 [Abrogé avant d'entrer en vigueur, 2014, ch. 20, art. 476]

453 [Modification]

454 [Modification]

455 [Abrogé avant d'entrer en vigueur, 2014, ch. 20, art. 477]

456 [Modification]

457 [Modification]

458 [Abrogé avant d'entrer en vigueur, 2014, ch. 20, art. 478]

Loi sur la protection des renseignements personnels

459 [Modification]

460 [Abrogé avant d'entrer en vigueur, 2014, ch. 20, art. 479]

Loi sur la pension de la fonction publique

461 [Modification]

462 [Amendment]

463 [Amendment]

Public Sector Compensation Act

464 [Amendment]

465 [Amendment]

Status of the Artist Act

466 [Amendment]

Coordinating Amendments

467 [Amendments]

468 [Amendments]

469 [Amendments]

Coming into Force

Order in council

***470 Sections 365 to 466, and the provisions of any Act as they are enacted by this Division, come into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.**

* [Note: Sections 365 to 466, and the provisions of any Act as they are enacted by this Division, in force November 1, 2014, see SI/2014-84.]

DIVISION 19

Supreme Court Act

471 [Amendment]

472 [Amendment]

462 [Modification]

463 [Modification]

Loi sur la rémunération du secteur public

464 [Modification]

465 [Modification]

Loi sur le statut de l'artiste

466 [Modification]

Dispositions de coordination

467 [Modifications]

468 [Modifications]

469 [Modifications]

Entrée en vigueur

Décret

***470 Les articles 365 à 466, ou les dispositions de toute loi édictées par ces articles, entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret.**

* [Note: Articles 365 à 466, ou les dispositions de toute loi édictées par ces articles, en vigueur le 1^{er} novembre 2014, voir TR/2014-84.]

SECTION 19

Loi sur la Cour suprême

471 [Modification]

472 [Modification]

SCHEDULE

(Section 282)

[See *Mackenzie Gas Project Impacts Fund Act*]

ANNEXE

(article 282)

[Voir la *Loi sur le Fonds relatif aux répercussions du projet gazier Mackenzie*]

RELATED PROVISIONS

— 2017, c. 9, s. 55(2)

Other references

55 (2) Unless the context requires otherwise, every reference to the *Public Service Labour Relations Act* in any provision of an Act of Parliament other than a provision referred to in subsection (1) is to be read as a reference to the *Federal Public Sector Labour Relations Act*.

— 2017, c. 9, s. 56(2)

Other references

56 (2) Unless the context requires otherwise, every reference to the *Public Service Labour Relations and Employment Board Act* in any provision of an Act of Parliament other than a provision referred to in subsection (1) is to be read as a reference to the *Federal Public Sector Labour Relations and Employment Board Act*.

DISPOSITIONS CONNEXES

— 2017, ch. 9, par. 55(2)

Autres mentions

55 (2) Sauf indication contraire du contexte, dans toute disposition d'une loi fédérale, autre qu'une disposition visée au paragraphe (1), la mention de la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique* vaut mention de la *Loi sur les relations de travail dans le secteur public fédéral*.

— 2017, ch. 9, par. 56(2)

Autres mentions

56 (2) Sauf indication contraire du contexte, dans toute disposition d'une loi fédérale, autre qu'une disposition visée au paragraphe (1), la mention de la *Loi sur la Commission des relations de travail et de l'emploi dans la fonction publique* vaut mention de la *Loi sur la Commission des relations de travail et de l'emploi dans le secteur public fédéral*.

AMENDMENTS NOT IN FORCE

— 2018, c. 27, s. 435

435 Subsection 307(2) of the *Economic Action Plan 2013 Act, No. 2* is repealed.

— 2018, c. 27, s. 436

436 Subsection 316(2) of the Act is repealed.

— 2018, c. 27, s. 437

437 Subsection 364(1) of the Act is repealed.

— 2018, c. 27, s. 438

438 Section 445 of the Act is repealed.

MODIFICATIONS NON EN VIGUEUR

— 2018, ch. 27, art. 435

435 Le paragraphe 307(2) de la *Loi n° 2 sur le plan d'action économique de 2013* est abrogé.

— 2018, ch. 27, art. 436

436 Le paragraphe 316(2) de la même loi est abrogé.

— 2018, ch. 27, art. 437

437 Le paragraphe 364(1) de la même loi est abrogé.

— 2018, ch. 27, art. 438

438 L'article 445 de la même loi est abrogé.